

CONSEIL CANADIEN POUR LES RÉFUGIÉS



COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LES DROITS DES RÉFUGIÉS du 17 au 19 juin 2006, Toronto, Canada Rapport des sessions du Colloque

septembre 2006

Le Conseil canadien pour les réfugiés est un organisme de regroupement sans but lucratif qui se voue à la défense des droits et à la protection des réfugiés au Canada et dans le monde, et à l'établissement des réfugiés et des immigrants au Canada. Ses 170 membres sont des organismes impliqués dans la protection et le parrainage des réfugiés et dans l'établissement des nouveaux arrivants. Le CCR est au service de ses membres pour leurs besoins en matière d'échange d'informations et d'expériences et de défense des droits.

Table des matières

Table des matières	2
INTRODUCTION	3
1. Créer des communautés accueillantes	4
2. La réunification des familles au-delà des frontières	4
3. Les réfugiés palestiniens.....	4
4. La détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant – les directives du HCR	5
5. Les travailleurs sans papier : la lutte pour un statut.....	5
6. En finir avec l'entreposage des réfugiés	6
7. La crise des réfugiés haïtiens dans une perspective régionale : 2004 - 2006.....	6
8. La violence liée au genre et les réfugiés	6
9. La torture à l'ère de la terreur	7
10. Renforcer la défense des droits face à la détention à travers le monde	7
11. L'intégration: Des programmes spécialisés ou des ghettos?	7
12. Rapatriement volontaire.....	8
13. Retours forcés	8
14. La détérioration des droits économiques, sociaux et culturels (ESC) des réfugiés	9
15. Promouvoir les droits et les intérêts à l'intégration locale.....	9
16. Les droits des réfugiés à l'ère de la « sécurité »	9
17. Aider les personnes ayant survécues à la traite à retrouver la dignité	10
18. Les rôle des jeunes dans la défense des droits des réfugiés.....	10
Séance plénière: Apporter une analyse anti-oppression à la défense des droits des réfugiés	11
19. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays – Les différences régionales et les développements..	11
20. Les perspectives mondiales sur l'interception	11
21. La professionnalisation de l'établissement	12
22. La protection des droits des apatrides.....	12
23. Les traditions religieuses et leurs perceptions de l'immigrant.....	12
24. La santé mentale et la diversité culturelle.....	13
Présentation du Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'Honorable Monte Solberg	13
25. La voie de la justice en matière de genre – Projet du CCR d'approche de l'établissement basée sur le genre	13
26. Combattre l'opinion publique négative/ Promouvoir une attitude positive	14
27. La détermination du statut de réfugié – Différences mondiales	14
28. L'implication des ONG dans les activités et les politiques de réinstallation.....	15
29. Construire des communautés accueillantes (atelier en espagnol).....	15
REMERCIEMENTS.....	16

INTRODUCTION

Le Colloque international sur les droits des réfugiés a eu lieu à l'Université York à Toronto, entre le 17 et le 19 juin 2006. Le colloque a réuni 470 participants, venus de tout le Canada et de plus de 30 pays à travers les cinq continents, avec l'engagement commun de défendre les droits humains des réfugiés et des immigrants.

Le but du colloque était de réunir des représentants des ONG engagées dans la protection des réfugiés partout dans le monde, incluant les pays du Sud, afin d'examiner la situation de la protection des réfugiés et le rôle joué par les ONG à cet égard. De plus, le colloque visait à améliorer l'efficacité des ONG à promouvoir les droits humains des réfugiés.

Le colloque a débuté par une séance d'ouverture afin de souhaiter la bienvenue aux participants. À cette occasion, le thème du réseautage des ONG sur les droits des réfugiés a été présenté. Durant la séance plénière de clôture, les participants ont procédé à la révision et à la prise de décisions sur ce qui a été discuté durant le colloque. Le programme comprenait des ateliers, plusieurs séances plénières, des sessions d'élaboration de stratégies, des rencontres des groupes de travail, et plusieurs sessions informelles de caucus. Parmi les principaux sujets discutés durant le colloque figuraient :

- * La détention des demandeurs du statut de réfugié
- * Les solutions durables (intégration locale, rapatriement volontaire, réinstallation)
- * Les droits économiques et sociaux des réfugiés
- * La protection efficace
- * La violence liée au genre et les réfugiés
- * L'interception et l'accès à la protection
- * Les déplacés internes
- * La détermination du statut de réfugié
- * L'établissement et l'intégration des réfugiés
- * La traite des personnes

Cet évènement s'est concentré sur l'élaboration de plans nécessaires à la poursuite du réseautage au-delà du colloque. En plus d'élaborer un plan général permettant de faciliter le réseautage entre les ONG dans différents pays, un grand nombre de questions nécessitant la collaboration internationale pour protéger les droits des réfugiés ont été identifiées.

Des commentaires suite à la Session plénière de clôture ainsi que les plans d'actions du Colloque international sont disponible sur le web au : www.web.ca/ccr/intconf.htm

SESSION PLENIÈRE D'OUVERTURE

Conférenciers : Elizabeth McWeeny, présidente du CCR, Thunder Bay ON (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Jahanshah Assadi, représentant du HCR au Canada, Ottawa ON
Judy Wakahiu, Refugee Consortium of Kenya, Kenya (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Abeda Bhamjee, Amnesty International, Afrique du Sud

Modératrice : Amy Casipullai, vice-présidente du CCR, Toronto ON

RAPPORTS DES ATELIERS

1. Créer des communautés accueillantes

Le volet canadien de cet atelier a assuré le suivi de la recherche sur les communautés accueillantes faite à Vancouver, Victoria, Kamloops et Prince George. Cet atelier a présenté le travail du centre Canadian Small City Strategies. Parmi les conférenciers internationaux se trouvaient des travailleurs en établissement d'Israël et de l'Équateur, qui ont présenté les défis qui se posent au niveau de l'établissement et de l'intégration des réfugiés et des immigrants ainsi que les réponses apportées par les principaux acteurs du secteur dans les deux pays.

Il a été recommandé que le CCR et d'autres ONG continuent à dialoguer avec les gouvernements, avec le HCR des Nations Unies et avec les ONG sur la manière d'intégrer les réfugiés à la société d'accueil.

Conférenciers : Mambo Masinda, MOSAIC, Vancouver BC
Jean McRae, Groupe de travail Small City Centres Strategies, Victoria BC
Leah Biteolin, Agence juive pour Israël, Israël
Guillermo Rovayo Cueva, Jesuit Refugee Service, Équateur

Modérateurs: Sherman Chan, MOSAIC, Vancouver BC et Mila Voihanski, JIAS Canada, Toronto
ON

2. La réunification des familles au-delà des frontières

Les conférenciers ont abordé la situation de la réunification familiale et de la séparation des familles en Espagne, en Iran et au Canada. Ils ont aussi souligné la campagne du CCR sur la réunification familiale. Les participants à cet atelier ont insisté sur la nécessité d'élargir la définition de la famille dans les politiques et ont aussi réitéré le rôle central des activités de plaidoyer pour mettre fin à la séparation des familles.

Conférencières: Martha Arroyo, CEAR, Espagne
Fatemeh Ashraf, Association pour la protection des femmes et des enfants réfugiés,
Iran
Sara Austin, Vision mondiale, Canada (sa présentation est disponible sur le web au
www.web.ca/ccr/intconf.htm)

Modérateurs : Sylvain Thibault, Mission communautaire de Montréal, Montréal QC et Rob Bray,
CCIS, Calgary AB

3. Les réfugiés palestiniens

Les participants à cet atelier ont discuté du droit de retour des Palestiniens et du droit international ; des résolutions, des programmes et des services des Nations Unies pour la Palestine et pour les réfugiés palestiniens. Ils ont aussi discuté des solutions durables pour les réfugiés palestiniens et des impacts sur la santé mentale du fait de résister au conflit et de vivre dans une situation incertaine de refuge. À la fin de la session, les participants ont élaboré des plans pour appuyer la mise en vigueur des résolutions des Nations Unies et d'autres instruments de droit international reliés à la Palestine et à la problématique des réfugiés qui sont déjà en place. Les participants ont accepté d'appuyer la campagne Boycott, Divestment and Sanction. Un réseau de support et de coordination entre les organisations internationales non gouvernementales intéressées par la question des réfugiés palestiniens a été créé.

Conférenciers : Terry Rempel, BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights,
West Bank, Palestine

Muhammad Jaradat, BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, West Bank, Palestine
James Kafieh, avocat, Ottawa ON
Abdel Hamid Afana, directeur de la formation et de la recherche du Programme de santé mentale communautaire de Gaza et Président du International Rehabilitation Council for Torture Victims (IRCT), Gaza (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Hanadi Lubani, Activiste palestinien et réfugié, Toronto ON

Modérateur : Jihad Aliweiwi, membre de l'Exécutif du CCR et directeur de la Thorncliffe Neighbourhood House, Toronto ON

4. La détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant – les directives du HCR

Cet atelier s'est déroulé autour de la question des nouvelles instructions du HCR concernant l'intérêt supérieur de l'enfant. Il a aussi abordé la façon dont sont traités les enfants réfugiés (séparés ou non accompagnés) aux États-Unis et en Égypte. Les conférenciers ont examiné les facteurs permettant de déterminer si l'intérêt supérieur de l'enfant est pris ou non en considération.

Les participants ont décidé de créer d'une liste de contacts à partir des participants à l'atelier et d'autres personnes à travers le monde qui pourraient être intéressées. La liste sera coordonnée par Deborah Isaacs, co-présidente du groupe de travail du CCR sur la protection au Canada.

Il a aussi été décidé que des évaluations devraient être envoyées au HCR après l'utilisation des nouvelles instructions à ce sujet.

Conférenciers : Susan Krehbiel, Lutheran Immigration and Refugee Service, É-U
Natalie Lummert, Conference of Catholic Bishops, É-U (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Heba Kasseem, Refugee Center for Human Rights, Égypte

Modératrice : Carole Dahan, Refugee Law Office, Toronto ON

5. Les travailleurs sans papier : la lutte pour un statut

Cet atelier a commencé par le visionnement du documentaire sur les immigrants sans statut au Canada intitulé *Borderless* (outil éducatif). L'atelier s'est également penché sur le contexte canadien, tout en tenant compte du contexte historique du racisme dans les politiques d'immigration, des barrières actuelles à l'obtention d'un statut - particulièrement pour les femmes – et des propositions de politiques. L'atelier a aussi analysé le contexte asiatique, incluant des statistiques, l'exploitation faite par des agences de recrutement, la répression violente (Malaisie) et la traite des femmes.

Les participants ont décidé de demander au CCR de rédiger un document de politique d'encadrement et d'accorder une franchise municipale. Le conférencier de Hong Kong a discuté des efforts nécessaires afin de créer un réseau international de travailleurs sans papier et de militants. Les participants qui intéressés ont été invités à se joindre au réseau.

Conférenciers : Avvy Go, campagne STATUS, Toronto ON
Ramon Bultron, Asia Pacific Mission for Migrants, Hong Kong

Modératrice : Tanya Chute, KAIROS, Toronto

6. En finir avec l'entreposage des réfugiés

Cet atelier s'est penché sur les leçons apprises de la campagne de la société civile internationale pour en finir avec la pratique d'entreposage des réfugiés et sur la façon dont sont appliquées ces leçons. Après la présentation du concept d'entreposage des réfugiés et de la façon dont celui-ci nuit aux droits des réfugiés, les panélistes des États-Unis, de la Malaisie et du Kenya ont examiné les progrès faits jusqu'à présent dans la campagne contre l'entreposage. Les résultats de cet atelier comprennent des plans d'action pour : renforcer les ONG locales et la société civile dans le but de militer pour les droits des réfugiés ; créer des coalitions locales ou régionales pour appuyer les droits des réfugiés ; éduquer et sensibiliser le public sur les droits des réfugiés.

Conférencières : Lavinia Limón, U.S. Committee for Refugees and Immigrants, É-U
Alice Nah, HAKAM, Malaisie
Judy Wakahiu, Refugee Consortium of Kenya, Kenya (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)

Modérateur : Gregory Chen, U.S. Committee for Refugees and Immigrants, É-U

7. La crise des réfugiés haïtiens dans une perspective régionale : 2004 - 2006

Cet atelier a commencé avec la présentation du contexte historique et politique de la crise des réfugiés haïtiens. Le rôle des États-Unis et le travail des ONG américaines a été présenté aux participants, de même que le rôle du Canada et la situation des demandeurs d'asile au Canada. Par la suite, l'atelier a souligné la situation récente (2004-2006) le sort des réfugiés et l'absence d'un mécanisme efficace de protection des réfugiés qui se confondent avec une population plus élargie (par exemple en République Dominicaine). Les conférenciers ont identifié des mesures de sécurité qui nient la protection aux États-Unis, aux Bahamas et dans d'autres pays.

Sous la coordination du Lutheran Immigration and Refugee Services, cet atelier a donné un aperçu d'un plan pour des échanges futurs avec les principaux acteurs dans la région (Amérique du Nord et Caraïbes).

Conférenciers : Bernadette Passade Cisse, Lutheran Immigration and Refugee Service, É-U
Jean-Claude Icart, Observatoire international sur le racisme et les discriminations,
Montréal QC

Modératrice : Rivka Augenfeld, Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes, Montréal QC

8. La violence liée au genre et les réfugiés

Lors de cet atelier, l'histoire des droits des femmes et des droits des femmes réfugiées a été revu. L'atelier s'est penché sur la situation dans plusieurs pays, entre autres les Kurdes en Turquie, les Colombiens en Équateur et les réfugiés au Canada. Une vue d'ensemble des outils et des efforts déployés pour mettre fin à la violence liée au genre a également été présentée.

Trois besoins majeurs ont été identifiés. Premièrement, la reconnaissance des points communs entre le genre et d'autres facteurs sociaux (race, religion, âge, etc.). Deuxièmement, le besoin d'éducation publique sur les questions de genre et la nécessité d'inclure les hommes dans ces efforts d'éducation. Troisièmement, l'examen approfondi et détaillé des causes profondes des enjeux de genre.

Conférenciers: Pilar Riaño Alcalá, University of British Columbia, Vancouver BC
Rojbin Tugan, Van Women's Association, Turquie
Alice Edwards, Amnistie Internationale, Londres, RU (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)

Modératrices: Tigist Dafla, CCS, Edmonton AB et Julie Bédard-Mathieu, Refuge Juan Moreno, Montréal QC

9. La torture à l'ère de la terreur

Lors de cet atelier, le changement du discours sur la torture et le climat de tolérance vis-à-vis de la torture qui s'est installé après le 11 septembre ont été présentés. Il y a aussi eu une présentation du travail du International Rehabilitation Council for Victims of Torture (Danemark) visant à combattre la propagation des pratiques de torture et à travailler avec les survivants ; et une présentation du travail du Canadian Centre for Victims of Torture (Toronto) auprès des survivants de la torture. Lors de la période de discussion qui a suivi les présentations les participants ont proposé des stratégies possibles pour faire face aux défis qui s'imposent à ceux qui travaillent avec des survivants de la torture.

Un groupe de travail a été établi pour préparer la réponse à un éventuel rapport de la Commission Maher Arar.

Une résolution a été élaborée sur la disparition éventuelle des rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la torture et sur d'autres préoccupations en matière de droits humains dans le contexte des négociations de la toute récente Commission des droits de l'homme. Cette résolution demande le maintien du mandat des rapporteurs.

Conférenciers : John Docherty, RIVO, Montréal QC
Abdel Hamid Afana, Gaza Community Mental Health Programme, IRTC, Gaza (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Teresa Dremetsikas, CCVT, Toronto ON

Modératrice : Michele Millard, Centre for Refugee Studies et membre de l'Exécutif du CCR, Toronto ON

10. Renforcer la défense des droits face à la détention à travers le monde

Au cours de cet atelier, les conférenciers ont présenté des pratiques de détention dans leur pays et ont recommandé des alternatives « positives » et des meilleures pratiques. Parmi ces dernières figurent : le suivi que le HCR fait auprès des détenus en Égypte ; la détention communautaire pour des familles avec des enfants en Australie ; et la supervision et les systèmes de suivi électronique aux États-Unis. L'idée de se servir du International Detention Coalition on Asylum-Seekers, Refugees and Migrants (IDC) pour continuer le réseautage a été très appréciée. Un plan d'action a été élaboré pour que tous les participants au colloque reçoivent de l'information et adhèrent au IDC afin de poursuivre le réseautage.

Conférencières : Alexandra Wisotsky, Human Rights First, É-U
Rana Ibrahim, AMERA, Égypte
Azadeh Dastyari, Monash University, Australie

Modératrices : Jenny Jeanes, Action réfugiés Montréal, Montréal QC et Anna Gallagher, International Detention Coalition on Asylum Seekers, Refugees and Migrants, Espagne

11. L'intégration : Des programmes spécialisés ou des ghettos?

Cet atelier a offert trois perspectives. Le conférencier du Canada a présenté son expérience à Calgary, où l'on a offert du soutien aux fournisseurs de services traditionnels afin de veiller aux besoins des réfugiés, y inclut un service médical visant les réfugiés. Le conférencier de la Nouvelle-Zélande a présenté le travail de l'organisation nationale traitant de la réinstallation des réfugiés, qui se concentre sur des interventions holistiques, fondées sur les forces et qui offre des services spécialisés tout en travaillant

avec les fournisseurs de services traditionnels (« il y a de la place pour les deux »). Le conférencier de l'Australie a présenté le travail de son organisation au service des réfugiés et des immigrants. Ils essaient d'en finir avec le modèle de « prise en charge totale » pour se concentrer sur l'accès à l'emploi. Ils encouragent une approche globale au niveau de l'établissement qui se dissocie du modèle d'aide sociale.

Les modèles spécialisés et le travail des fournisseurs de services traditionnels ont été perçus comme complémentaires – une vision du processus d'établissement est nécessaire. Les participants ont souligné la nécessité de considérer l'impact du racisme et du colonialisme dans cette vision. Il est donc nécessaire de travailler davantage sur les besoins des jeunes réfugiés. De même, les personnes qui travaillent dans l'établissement doivent considérer l'hétérosexisme car il affecte les politiques.

Conférenciers : Rob Bray, Calgary Catholic Immigration Society, Calgary AB
Jill Conway, RMS Refugee Resettlement, Nouvelle Zélande
Stephanie Lagos, Northern Migrant Resource Centre, Australie

Modérateur : Ted Richmond, Laidlaw Foundation, Toronto ON

12. Rapatriement volontaire

Durant cet atelier, les défaillances dans le rapatriement de réfugiés rwandais, afghans et panaméens ont été discutées. Les conférenciers ont souligné le mécontentement suscité par l'approche du HCR et les contradictions entre les employés du HCR dans les différents bureaux à travers le monde. Notamment, les employés ne donnent pas de réponses cohérentes à des difficultés semblables ni à des problématiques similaires.

Les plans d'action et les recommandations développés lors de cet atelier sont les suivants : contraindre le HCR, à tous les niveaux, à définir et à développer des lignes directrices pour des accords tripartis en ce qui concerne le rapatriement volontaire ; que les ONG exercent des pressions sur les gouvernements et le HCR afin que le rapatriement se fasse de manière durable et dans des délais appropriés ; encourager les groupes humanitaires dans le monde, incluant les mécanismes humanitaires des Nations Unies, à incorporer dans leurs mécanismes de protection des procédures appropriées et sécuritaires pour le rapatriement volontaire des réfugiés.

Conférenciers : Olivia Bueno, International Refugee Rights Initiative, É-U (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Fatemeh Ashraf, Association for Protection of Refugee Women and Children – HAMI, Iran
Fernando Wing, Mesa Nacional de Migrantes y Refugiados de Panama, Panama (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)

Modérateur: Ibrahim Absiye, Midaynta Community Services et membre de l'Exécutif du CCR, Toronto ON

13. Retours forcés

Le rapport de cet atelier n'est pas disponible présentement.

Conférencières : Olivia Bueno, International Refugee Rights Initiative, É-U
Eva Maria Rodriguez Diaz, ancienne coordinatrice régionale de 'Valle del Cauca', ancienne adjointe au directeur national, Jesuit Refugee Service, Colombie
Alice Nah, HAKAM, Malaisie
Kate Gauthier, A Just Australia, Australie

Modérateur : Francisco Rico-Martinez, FCJ Refugee Centre, Toronto ON

14. La détérioration des droits économiques, sociaux et culturels (ESC) des réfugiés

Cet atelier a analysé la conformité du Canada avec le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels au niveau des droits des réfugiés. L'atelier a aussi souligné la difficulté d'assurer la mise en œuvre des ESC dans le contexte des pays en développement. Les panélistes ont discuté des différents moyens de défendre les ESC en plus des moyens légaux.

Conférenciers : Sadikh Niass, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Sénégal
Ana Marie Siscar, Community and Family Services International, Philippines
Chantal Tie, South Ottawa Community Legal Services, Ottawa ON

Modérateur: Ibrahim Absiye, Midaynta Community Services et membre de l'Exécutif du CCR,
Toronto ON

15. Promouvoir les droits et les intérêts à l'intégration locale

L'intégration locale comporte des éléments légaux, économiques et sociaux. Greg Lyndon a fait le lien entre l'intégration locale et l'article 34 de la Convention relative au statut des réfugiés et a parlé des défis et des contraintes à l'intégration locale au Canada. Hwang Pill-Kyu a parlé de la situation en Corée où le nombre de demandeurs d'asile est en croissance. La Corée est en train de développer un régime d'intégration locale, mais celui-ci est encore en phase initiale. Amy Slaughter a donné des exemples de succès et d'échecs au niveau de l'intégration locale. Elle a utilisé des études de cas au Bénin et au Burkina Faso.

Les échanges subséquents ont permis de développer des idées et de faire des recommandations pour des actions éventuelles. Il a été proposé de renforcer la capacité des petites ONG qui sont engagées dans des activités d'intégration locale ; de promouvoir le financement pour le développement de projets qui mettent de l'avant les droits des réfugiés, y inclut l'intégration locale; de militer pour des « projets de démonstration » et pour l'échange de pratiques positives.

Conférenciers : Greg Lyndon, avocat, Toronto ON
Pill-Kyu Hwang, Korean Public Interest Lawyers Group, Corée du Sud
Amy Slaughter, Episcopal Migration Ministries, É-U

Modératrice : Elizabeth McWeeny, présidente du CCR et de DOORS to New Life, Thunder Bay ON

16. Les droits des réfugiés à l'ère de la « sécurité »

Cet atelier a traité des procédures de sécurité en Afrique du Sud, au Canada et à la frontière entre la Colombie et l'Équateur. Les participants ont discuté notamment des défis qui se posent au niveau de la protection dans la région à la frontière entre la Colombie et l'Équateur et de la complicité des É-U à travers le « Plan Colombie ». Les participants élaboraient des Principes de l'anti-terrorisme et des droits humains. C'est une déclaration de principes qui peut être utilisée par les militants des droits de la personne pour contester les mesures anti-terroristes imposées par les États. Elle sera distribuée une fois finalisée.

Conférenciers : Abeda Bhamjee, Amnistie Internationale, Afrique du Sud
Guillermo Rovayo Cueva, Jesuit Refugee Service, Équateur
Sharryn Aiken, professeur de droit, Queen's University, Kingston ON

Modérateurs: Gloria Nafziger, Amnistie Internationale Canada, Toronto ON
Victor Porter, Membre de l'exécutif du CCR et MOSAIC, Vancouver BC

17. Aider les personnes ayant survécues à la traite à retrouver la dignité

Robin Pike a souligné le plan d'appui pour protéger et s'occuper des personnes victimes de la traite en Colombie Britannique. Farida Akhtar a parlé de son travail avec des victimes de la traite au Bangladesh et à la South Asia Court of Women.

Les recommandations suivantes ont été adressées au sous-comité du CCR concernant la traite : faire du réseautage à l'échelle nationale et internationale en ce qui concerne le trafic d'organes ; coordonner les ressources (pour que les groupes qui s'initient au travail contre la traite puissent être dirigés et orientés) ; coordonner/ élaborer des principes de formation / sensibilisation en ce qui concerne la traite des personnes ; élaborer une définition plus large de la traite des personnes que celle qui existe (et qui est acceptée) dans le Protocole de Palerme ; se rapprocher/ tisser des liens avec les Premières Nations en ce qui concerne la traite ; mettre à jour les sujets importants.

Les autres décisions / demandes incluent : renouveler la campagne pour une législation en matière de protection et de prise en charge des victimes de la traite; ébaucher une déclaration de lignes directrices ; militer pour que les ONG participent à l'élaboration et à la mise en œuvre des lois pour la protection des victimes.

Conférenciers : Farida Akhtar, UBINIG, Bangladesh
Robin Pike, Office of the Solicitor General and Public Safety, Colombie-Britannique,
Victoria BC (sa présentation est disponible sur le web au
www.web.ca/ccr/intconf.htm)

Modérateur: Simbo Conteh, Inter-Church Refugee Project, Abbotsford BC

18. Le rôle des jeunes dans la défense des droits des réfugiés

Dans la première partie de cet atelier, chaque personne ressource présenté son expérience de travail avec des jeunes réfugiés. Les conférenciers ont parlé de la façon dont leurs programmes engageaient des jeunes et se sont servis d'exemples spécifiques. La deuxième partie était plus interactive, les participants ont formé des petits groupes et ont participé à un jeu de rôle. Ils ont joué le rôle de membres d'ONG fictives qui avaient comme mandat de réaliser des actions en réponse à des scénarios fictifs. L'emphase a été mise sur la façon dont les différents groupes peuvent travailler ensemble pour sensibiliser le public et pour encourager une implication significative des jeunes militants en faveur des droits des réfugiés.

Les participants ont souligné l'importance de mener les programmes pour les jeunes là où ils se trouvent, puisque les réunions traditionnelles ne sont peut-être le format idéale pour attirer leur présence / implication. Pour que les jeunes s'impliquent, il faut prendre en considération leurs préoccupations et valoriser leurs habiletés de leadership et de créativité. L'efficacité des programmes par les jeunes varie selon l'endroit où ils se déroulent. Ces programmes doivent répondre aux besoins spécifiques des jeunes en question.

Cet atelier fait partie de l'initiative du CCR visant à organiser un réseau des jeunes. Une session d'orientation a eu lieu le jour avant l'atelier et un caucus des jeunes le jour suivant l'atelier. Le CCR, conjointement avec des jeunes dirigeants partout au Canada, appuie le réseautage (échange d'idées, partage de pratiques, soulever des préoccupations pertinentes aux jeunes) concret et continu entre les jeunes militants afin de développer le nouveau réseau des jeunes du CCR.

Conférenciers : Joyce Tlou, National Consortium for Refugee Affairs, Afrique du Sud
Francisco Fernando Granados, Environmental Youth Alliance, Vancouver BC
Taro Hashimoto, Catholic Social Services, Edmonton AB (sa présentation est

disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Amina Yassin-Omar, Somali Youth Association of Toronto, Toronto ON

Modératrice : Alika Hendricks, bénévole du CCR, Montréal QC

Séance plénière: Apporter une analyse anti-oppression à la défense des droits des réfugiés

Cette plénière a réuni quatre conférenciers experts dans le combat contre différentes formes d'oppression: l'oppression liée au genre, au racisme, à l'homophobie et à l'hétérosexisme et l'oppression dans l'opinion publique. Les présentateurs ont donné des exemples et ont analysé la façon dont ces formes d'oppression affectent les réfugiés et les immigrants. De plus, ils ont fait le lien entre les différentes formes d'oppression.

Conférenciers : Nora Angeles, Barbara Shlifer Commemorative Clinic, Toronto ON
Sangeeta Subramanian, Maytree Foundation, Toronto ON
Seta Hadeshian, Middle East Council of Churches, Liban (son texte a été présenté en son absence et se trouve sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Karl Flecker, Congrès du travail du Canada, Toronto ON (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)

19. Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays – Les différences régionales et les développements

Durant cet atelier, il a été question des tendances mondiales en ce qui concerne les déplacés internes et les questions spécifiques aux contextes de la Colombie, de la RDC et de la Russie (particulièrement la Tchétchénie). La discussion sur les tendances mondiales s'est penchée sur l'encadrement légal international, les arrangements institutionnels (ex. l'approche de responsabilité modulaire de l'ONU) et quelques considérations politiques générales. Les rapports spécifiques par pays ont couvert plusieurs questions dont les acteurs et les causes du déplacement, les actions entreprises par les gouvernements en ce qui concerne les déplacés internes et les questions légales.

La discussion s'est concentrée sur la situation des déplacés internes en Turquie. Dans ce pays, les principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays ont été introduits dans la loi, par contre il y a toujours un écart entre les principes légaux et la réalité sur le terrain des déplacés dans ce pays.

Conférenciers : Roberta Cohen, Brookings-Bern Project on Internal Displacement, É-U (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Oscar Benavides, Mencoldes, Colombie
Margarita Petrosyan, Memorial, Russie
Georges Kapiamba, Association africaine de défense des droits de l'Homme (ASADHO), République démocratique du Congo

Modérateur: Mike Weickert, Vision mondiale Canada, Toronto ON

20. Les perspectives mondiales sur l'interception

Après une révision conceptuelle du concept d'interception, les conférenciers se sont penchés sur les perspectives d'interception en Bulgarie, à Hong Kong et en Malaisie. Ils ont aussi parlé des actions qu'ils ont entrepris pour aborder la question de la protection. Pendant la période de discussion, les membres de l'auditoire ont abordé les pratiques et les problématiques de l'interception dans leur région, notamment en Australie et aux É-U. La discussion sur les actions à entreprendre pour affronter l'interception a été reportée à la réunion du caucus.

Conférenciers : François Crépeau, professeur en droit international, Université de Montréal, Montréal QC
Alice Nah, HAKAM, Malaisie
Iliana Savova, Bulgarian Helsinki Committee, Bulgarie
Raquel Amador, Christian Aid, Hong Kong

Modérateurs : Andrew Brouwer, avocat, Toronto ON et Caroline Boudreau, Inter-Pares, Ottawa ON

21. La professionnalisation de l'établissement

Cet atelier a abordé les initiatives entreprises dans trois pays afin d'améliorer le niveau des compétences et des services d'établissement des réfugiés et des immigrants. Les conférenciers de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ont fait une analyse et ont partagé leurs expériences de professionnalisation dans chacune de leurs organisations. Le Groupe de travail pancanadien sur la professionnalisation du secteur de l'établissement a présenté son travail en abordant l'histoire de cette problématique, le travail conjoint du gouvernement et des bénévoles dans le domaine, et les étapes à venir pour consolider une stratégie nationale de formation et d'accréditation.

Conférenciers : Jill Conway, RMS Refugee Resettlement, Nouvelle-Zélande
Margaret Piper, spécialiste dans les questions des réfugiés et des demandes de statut de réfugié, Australie
Roberto Jovel, CCR, Montréal QC

Modérateurs : Mila Voihanski, JIAS, Toronto ON et Sherman Chan, MOSAIC, Vancouver BC

22. La protection des droits des apatrides

Cet atelier a permis d'identifier plusieurs situations relatives aux apatrides, entre autres : les Rohingyas dans le Sud-Est Asiatique, les Bidoons au Koweït, les Palestiniens, et les apatrides aux Philippines. Dans ce contexte, les participants ont examiné les conventions sur les apatrides et les possibles enjeux légaux. Les causes politiques et discriminatoires de la situation des apatrides et des situations de détention ont également fait l'objet de discussions. Les résultats et les recommandations de cet atelier sont les suivants : se servir de la Convention relative aux droits de l'enfant pour venir en aide aux enfants apatrides ; presser le HCR à assumer la responsabilité des personnes apatrides ; et encourager les États à signer les conventions de 1954 et de 1961 sur les apatrides. À la fin de l'atelier les participants avaient une meilleure compréhension de la problématique des apatrides et de l'amplitude de la question. Ils étaient aussi plus conscients du besoin d'utiliser des instruments légaux pour contrer les conséquences de la situation des apatrides.

Conférenciers : Maureen Lynch, Refugees International, É-U
Ana Marie Siscar, Community and Family Services International (CFSI), Philippines
Muhammad Jaradat, Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, West Bank, Palestine
Julia Harrington, Open Society Institute, É-U

Modératrice : Glynis Williams, Action réfugiés Montréal, Montréal QC

23. Les traditions religieuses et leurs perceptions de l'immigrant

Cet atelier a analysé les bases théologiques/ spirituelles de l'appel aux chrétiens à accueillir les étrangers, la dynamique chrétiens / musulmans vécue en Égypte dans le cadre du travail avec des réfugiés chrétiens, et les racines historiques de l'Islam qui encouragent l'hospitalité et l'accueil des étrangers. A suivi une discussion entre les participants concernant le travail avec des réfugiés musulmans au Canada et les raisons pour lesquelles les institutions de l'Islam (mosquées, etc...) sont peu portées à offrir le même type

de services directs qui sont traditionnellement offerts par les églises. La mobilisation des communautés musulmanes pourrait être le sujet de futurs ateliers.

Conférenciers : Martin Bellerose, Pontificia Universidad Javierana, Colombie
Jehad Aliweiwi, Thorncliffe Neighbourhood Office et membre de l' Exécutif du CCR,
Toronto ON
Heba Kasseem, Refugee Center for Human Rights, Égypte

Modérateur : John Docherty, RIVO et membre de l'Exécutif du CCR, Montréal QC

24. La santé mentale et la diversité culturelle

Cet atelier a fait la promotion d'une approche qui évite le recours aux médicaments et favorise une perspective communautaire. On a présenté un projet de recherche académique-communautaire. On a aussi présenté et discuté d'une approche pour les ONG destinée aux enfants réfugiés âgés entre 6 et 13 ans, ainsi que d'une approche présentement utilisée par un groupe de conseillers en Norvège.

Conférencières : Tamam McCallum, Turtle House Art/Play Centre, Toronto ON
Joanna Ochocka, Centre for Research on Education and Human Services, Kitchener
ON
Gwynyth Overland, Psychosocial Team for Refugees, Norvège

Modératrice: Debbie Douglas, OCASI, Toronto ON

Présentation du Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, l'Honorable Monte Solberg

Le texte de la présentation du Ministre aux participants du Colloque international sur les droits des réfugiés du Conseil canadien pour les réfugiés et de la 10^e conférence biennale de l'International Association for the Study of Forced Migration est disponible en ligne au :

<http://www.cic.gc.ca/francais/nouvelles/discours-2006/iasfm.html>

25. La voie de la justice en matière de genre – Projet du CCR d'approche de l'établissement basée sur le genre

Il y a eu une courte introduction du projet d'approche de l'établissement basée sur le genre. Les animateurs et les participants ont exploré trois thèmes durant l'atelier : genre, dynamiques de pouvoir et intersections.

1. Pour commencer la discussion sur le genre, les animateurs ont invité les participants à une activité destinée à reconnaître les expressions de genre. Les questions suivantes ont été posées : Comment prenons-nous de l'espace en public ? Quand nous sommes assis, nos jambes sont croisées ou écartées ? Laissons-nous nos mains sur nos jambes ou passons nous nos bras sur le dossier de la chaise à côté de nous ? Nous sommes assis de façon droite ou arquée ? Qui est incliné d'un côté ou de l'autre ? Quel genre prend plus d'espace public ? Lequel en prend le moins ? Que retenons-nous de nos observations sur les relations entre genres ?

2. La discussion et les activités sur les dynamiques de pouvoir se sont concentrées sur le contexte de l'établissement et de l'immigration au Canada. Le groupe a participé à une adaptation de la session d'orientation « Bienvenue au Canada ». On a formé trois groupes et on leur a assigné un genre : masculin, féminin, autre. On a donné à chaque groupe de l'information différente sur ce qu'ils devaient attendre de leur nouvelle vie dans la société canadienne. La distribution du pouvoir et des rôles dans la société a été faite intentionnellement de façon inéquitable en ce qui concerne le genre, la race, la classe sociale, l'âge,

les habiletés, la religion, etc. afin de stimuler la conversation sur les expériences de dynamiques de pouvoir vécues par les participants dans le secteur de l'établissement.

3. La deuxième activité et la discussion ont été suivies d'une conversation sur les liens entre plusieurs aspects identitaires et certaines formes de discrimination. Comment vivons-nous ces liens dans nos vies de tous les jours ? Qu'est-ce que cela signifie pour les décideurs, les politiciens, les organisations et les communautés qui desservent les réfugiés et les immigrants dans leurs besoins en établissement ? De quelle façon concrète peut-on utiliser au Canada une approche à l'établissement qui soit basée sur le genre et qui soit intersectorielle ?

Pour terminer, on a présenté un film qui montrait des images de réunions locales tenues à travers le Canada pour informer des résultats du projet GBAS.

L'apport des participants à cet atelier sera utilisé pour développer un outil-ressource qui sera distribué partout au Canada et à l'étranger (par le site internet) de l'automne 2006. Cet outil-ressource a pour but de guider les organisations qui œuvrent auprès des réfugiés et des immigrants dans l'évaluation de leurs politiques et leurs pratiques en ce qui concerne l'analyse intersectorielle basée sur le genre.

Animatrices : Bibigi Haile, Comité directeur projet GBAS, Montréal QC
Helene Moussa, Comité directeur projet GBAS, Toronto ON
Julie Lassonde, Comité directeur projet GBAS, Victoria BC
Julie Mooney, Employée du CCR, Coordinatrice du projet GBAS, Toronto ON
Loly Rico, Comité directeur projet GBAS, Toronto ON

26. Combattre l'opinion publique négative/ Promouvoir une attitude positive

Cet atelier s'est penché sur la façon dont sont structurés les discours sur l'immigration dans la société – et sur les messages négatifs, les défis et les barrières dominants – en Afrique du Sud, au Canada, au Sénégal et en Australie. Que ce soit au niveau des médias sensationnalistes, de l'accent mis sur la sécurité économique et physique et du cynisme politique, les participants ont trouvé qu'ils partageaient les mêmes défis. Par la suite, les panélistes ont présenté les actions et les campagnes sur lesquelles ils ont travaillé dans ce contexte.

Les notes des présentateurs et des groupes de discussion seront résumées et distribuées (par voie électronique) à travers le réseau de communication qui sera destiné entre autres, aux participants des ateliers. Les participants étaient très heureux de pouvoir partager de l'information, des modèles existants, des trucs pratiques, des mises en garde et des façons d'utiliser les succès en ce qui concerne les médias et les relations publiques.

Conférenciers : Joyce Tlou, National Consortium for Refugee Affairs, Afrique du Sud
Chris Pullenayegem, Citizens for Public Justice, Toronto ON
Sadikh Niass, Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme, Sénégal

Modératrice : Heather Lash, FCJ Refugee Centre, Toronto ON

27. La détermination du statut de réfugié – Différences mondiales

Cet atelier a présenté différents modèles de détermination du statut de réfugié (DSR), chaque conférencier a présenté les façons de faire dans son propre pays, avec une considération particulière par les processus et les questions de genre. Il a aussi été question de l'accès et du droit à un avocat. Les participants se sont mis d'accord sur le développement d'une procédure pour mettre en relation les organisations qui ont une expertise internationale avec les organisations locales afin de les aider au niveau de la formation et du

plaidoyer. Il a aussi été recommandé de travailler avec *Refugee Status Determination Watch* pour obtenir de l'assistance légale pour les demandeurs du statut de réfugié.

Conférenciers : Peter Showler, ancien président, Commission de l'immigration et du statut de réfugié; auteur de *Refugee Sandwich*, Ottawa ON
Abeda Bhamjee, Amnistie Internationale – Afrique du Sud
Rana Ibrahim, AMERA, Égypte
Pill-Kyu Hwang, Korean Public Interest Lawyers Group GONG-GAM, Corée du Sud
Judy Wakahiu, Refugee Consortium of Kenya, Kenya (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Anat Ben-Dor, Refugee Rights Clinic, Université de Tel-Aviv, Israël
Kate Gauthier, A Just Australia, Australie

Modérateur: Nick Summers, Refuge Immigrant Advisory Council (RIAC) et ancien président du CCR, St. John's NL

28. L'implication des ONG dans les activités et les politiques de réinstallation

Durant cet atelier, différentes visions des programmes d'établissement du Canada, des États-Unis, de l'Australie, de l'Europe et du Kenya ont été présentées, avec une attention particulière au rôle des ONG. Il y a eu également une bonne couverture de l'implication des ONG dans la sélection, la présentation et la préparation des causes. Le but de l'atelier, le réseautage, a été atteint ; celui-ci sera poursuivi grâce à une nouvelle liste d'envoi électronique.

Conférencières : Anne Mwangi-Wambugu, HIAS Refugee Trust of Kenya, Kenya
Margaret Piper, spécialiste dans le domaine des demandeurs d'asile et des réfugiés, Australie
Mitzi Schroeder, Directeur de politique, Jesuit Refugee Service, É-U
Elizabeth McWeeny, DOORS to New Life et présidente du CCR, Thunder Bay ON
Fiona Silva, Caritasverband für Hamburg e.V, Raphaels-Werk e.V., Allemagne

Modérateur: Gilbert Iyamuremye, Diocese of London Refugee Office, London ON

29. Construire des communautés accueillantes (atelier en espagnol)

Le rapport de cet atelier n'est pas disponible présentement.

Conférenciers : Rosita Milesi, Instituto de Migración y Derechos Humanos, Brésil (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Fernando Wing, Mesa Nacional de Migrantes y Refugiados de Panamá (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)
Oscar Benavides, Mencoldes, Colombie (sa présentation est disponible sur le web au www.web.ca/ccr/intconf.htm)

Modérateurs: Eugenia Cappellaro, Centre for Spanish-speaking Peoples, Toronto ON et Victor Porter, membre de l'exécutif du CCR et de MOSAIC, Vancouver BC

REMERCIEMENTS

Le CCR tient à exprimer sa reconnaissance envers les organismes suivants pour leur contribution financière à ce colloque:

- Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)
- Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Fonds de justice sociale des travailleurs et travailleuses canadien(ne)s de l'automobile
- Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial
- Fondation Laidlaw
- Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)
- Congrès du travail du Canada (CTC)
- Service et Développement Mondial de l'Église Presbytérienne au Canada
- Business Improvement Association

Des individus, des organismes et des institutions ont également contribué de façon importante à ce colloque par leur assistance matérielle et par leurs services.

Amnistie internationale Canada ; COSTI Immigrants Services ; Azar Farhani, Ville de Toronto ; Carolina Gajardo ; Major Rolf Guenther, Armée du salut ; Mae Lee, Ville de Toronto ; Rose Lee, Ville de Toronto ; le maire David Miller, Ville de Toronto ; Indira Murli, Tourisme Toronto ; Captain Rob Pollet, Armée du salut ; Simón Rojas.

Les organismes suivants ont contribué en soutenant la participation au colloque des organismes partenaires basés à l'extérieur du Canada :

Amnistie internationale Canada ; Comité central mennonite ; Services d'assistance aux immigrants juifs (JIAS Canada).

Des individus ont fait des dons généreux pour couvrir les coûts de transport aérien d'un certain nombre de participants provenant du Sud :

Juan Carranza ; Fred Franklin ; Jawaad Kassab ; Brena Parnes ; Gillispie Wray ; Newman Weinstock.

Le soutien et les conseils offerts de façon continue par le Centre for Refugee Studies, de l'Université York, ont joué un rôle clé dans la réussite de ce colloque.

Nous remercions l'International Association for the Study of Forced Migration (IASFM) pour son excellente collaboration en général et pour sa générosité à l'occasion de la réception de dimanche soir.